

La richesse mondiale a augmenté, mais au détriment de la prospérité future

Dossier de la rédaction de H2o
November 2021

Les données d'un nouveau rapport de la Banque mondiale dressent un tableau global de la croissance économique et de la durabilité, avec ce constat : la part du capital naturel renouvelable dans la richesse mondiale diminue et elle est menacée par le changement climatique.

Selon la nouvelle édition du rapport de la Banque mondiale, l'évolution des richesses des nations, la richesse totale a progressé dans le monde, mais aux dépens de la prospérité future et les inégalités se sont creusées. Les pays qui puisent leurs ressources pour engranger des profits à court terme compromettent la durabilité de leur développement économique. En effet, si des indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB) sont traditionnellement utilisés pour mesurer la croissance économique, le rapport démontre que pour savoir si une croissance est durable, il faut prendre en compte à la fois le capital naturel, le capital humain et le capital produit. L'évolution des richesses des nations 2021 porte sur 146 pays et sur une période s'étendant de 1995 à 2018. Les auteurs mesurent la valeur économique du capital naturel renouvelable (forêts, terres cultivées et ressources océaniques par exemple), du capital naturel non renouvelable (comme les minéraux et les combustibles fossiles), du capital humain (revenus d'une personne durant toute sa vie), du capital produit (bâtiments, infrastructures, etc.) et des actifs étrangers nets. Pour la première fois, le rapport comptabilise le capital naturel "bleu", à savoir les mangroves et les ressources halieutiques marines. "Une compréhension plus poussée et plus nuancée de la durabilité des richesses est indispensable pour bâtir un avenir vert, résilient et inclusif," déclare Mari Pangestu, directrice générale de la Banque mondiale pour les politiques de développement et les partenariats. "Il est essentiel d'accorder la même importance au capital naturel renouvelable et au capital humain qu'aux sources plus traditionnelles de croissance économique, afin que les décideurs politiques prennent des mesures pour assurer une prospérité à long terme."

Selon le rapport, la richesse mondiale a considérablement progressé entre 1995 et 2018, et les pays à revenu intermédiaire rattrapent les pays à revenu élevé. Toutefois, cette plus grande prospérité s'est accompagnée d'une croissance non durable de certains actifs naturels. Les pays à revenu faible et intermédiaire ont vu leur richesse par habitant issue des forêts diminuer de 8 % entre 1995 et 2018, conséquence d'une déforestation importante. Sur la même période, la valeur des réserves halieutiques s'est effondrée de 83 % en raison d'une mauvaise gestion et de la surpêche. Les effets prévus du changement climatique pourraient exacerber ces tendances. En outre, l'appréciation erronée de certains actifs, comme notamment les combustibles fossiles, gros émetteurs de carbone, peut entraîner une surévaluation et une surconsommation. Il est néanmoins possible d'engager le développement sur une voie plus durable en adoptant une vision globale de la richesse et en mettant en place des mesures politiques qui, à l'instar de la tarification du carbone, permettent de mieux valoriser et entretenir des actifs tels que les forêts, les mangroves et le capital humain. Le rapport indique par ailleurs que les inégalités se creusent. La part des pays à faible revenu dans la richesse mondiale a très peu évolué entre 1995 et 2018 et demeure inférieure à 1 %, alors qu'ils représentent environ 8 % de la population mondiale. De surcroît, plus d'un tiers d'entre eux ont vu leur richesse par habitant diminuer. Les pays dont la richesse est en baisse ont également tendance à dégrader leur socle d'actifs naturels renouvelables. Or pour les pays à faible revenu, il est primordial que le capital naturel renouvelable qui représente 23 % de leur richesse soit correctement géré.

À l'échelle mondiale, la part du capital naturel renouvelable (forêts, terres cultivées et ressources océaniques) dans la richesse totale diminue et elle est de plus en plus menacée par le changement climatique. Parallèlement, ce capital gagne en valeur en raison des services écosystémiques précieux qu'il procure. Par exemple, la valeur des mangroves en tant que protection contre les inondations côtières a été multipliée par plus de 2,5 depuis 1995 pour atteindre plus de 547 milliards de dollars en 2018, et celle des aires protégées par kilomètre carré a également progressé rapidement. "L'évolution des richesses des nations fournit les données et les analyses nécessaires pour aider les gouvernements à corriger les prix et les politiques au service d'un développement durable," souligne Karin Kemper, directrice mondiale Environnement, ressources naturelles et économie bleue à la Banque mondiale. "Faute de tenir compte de leurs effets sur la pollution et le réchauffement climatique, les actifs liés aux combustibles fossiles ont

historiquement s'ont surévalués, tandis que ceux qui contribuent à l'atténuation du réchauffement du climat, comme les forêts, sont sous-évalués." Le rapport recommande plusieurs actions prioritaires aux décideurs politiques afin de diversifier et de rééquilibrer leurs portefeuilles nationaux d'actifs pour qu'ils soient plus résilients et durables. Il conseille notamment d'investir activement dans les biens publics que sont l'éducation, la santé et la nature, afin d'éviter un appauvrissement non durable des ressources et de gérer les risques futurs. Figurent aussi parmi ces recommandations des mesures politiques et tarifaires qui contribuent à refléter la valeur sociale des actifs et à orienter les investissements privés vers de meilleurs résultats pour tous : réaffecter les subventions allouées à la pêche, donner un prix au carbone, promouvoir les énergies renouvelables, par exemple.

Plus de détails sur les tendances régionales - Banque mondiale